

Déclaration liminaire de la FSU-CGT au CTSD du 23 juin 2020

Monsieur le Directeur Académique.

Les conséquences de ces 12 derniers mois seront bien lourdes dans tous les domaines pour notre pays.

La bataille contre le projet de réforme des retraites aura mobilisé toute une partie de la population face à un gouvernement sourd aux oppositions. Aujourd'hui encore, alors que le pays est sous le choc d'une crise sanitaire sans précédent, le projet n'est pas enterré et le gouvernement entend le relancer.

La crise du COVID 19 aura exacerbé les inégalités sociales qui se creusent dans notre pays, mais aussi les incohérences des choix politiques qui guident les gouvernements depuis de nombreuses années. Le libéralisme outrancier prôné par nos dirigeants est l'une des causes de cette crise, et aujourd'hui, au lieu de revoir ce modèle désuet, ils font le choix de continuer à faire primer l'économie et les profits de quelques uns, alors que c'est par le choix du partage des richesses et d'une économie solidaire que nous pourrions nous en sortir. C'est intolérable.

De nombreuses organisations dont la FSU sont à l'origine d'une pétition intitulée « Plus jamais ça ! construisons ensemble le jour d'après ». Il s'agit de porter le projet d'une société différente.

Malheureusement, le dé-confinement est l'illustration que les choix politiques sont ceux de l'ancien monde

L'exemple de l'École est frappant.

Petit à petit, - la logique de l'entreprise et du management du privé s'est insinuée dans notre travail. Les mots employés dans nos instances en sont la preuve. Et avec cette logique du new management qui prône la rentabilité et le profit, c'est tout le sens de notre travail qui s'écroule. La récente campagne médiatique de prof bashing a marqué le summum du désaveu de notre ministre, qui, au lieu de soutenir les enseignants a préféré annoncer qu'il allait serrer la vis, et faire la chasse aux « profs déserteurs ».

Les équipes ont été complètement épuisées par la quantité d'injonctions contradictoires. Tout, absolument tout, a été fait pour nous empêcher de travailler correctement. Les messages envoyés il y a peu par de nombreux directeurs de notre département sont la preuve de la fatigue et de l'épuisement professionnel de cette période.

Mais toujours aussi sûr de lui, notre ministre en profite pour revenir sur le projet de loi sur la direction que des mobilisations massives avaient débouté l'année dernière. Si les mots et la forme de ce nouveau projet semblent plus alléchants, si beaucoup se plaisent à rêver d'une reconnaissance grâce à un emploi fonctionnel de directeurs, il y a pourtant fort à parier que cette reconnaissance ne sera qu'une manière de contraindre les directeurs à appliquer les directives ministérielles qui les rendront responsables individuellement. Aujourd'hui, c'est le collectif qui permet d'avoir plus de poids.

A l'inverse de ces logiques nous pensons que c'est avec un réel allègement des tâches de direction que notre école fonctionnera mieux. Il n'est pas entendable de continuer de donner aux directeurs et directrices un rôle qui les contraint, face à la hiérarchie, aux élus aux parents.

En outre, c'est une réelle revalorisation salariale de toutes et tous, sans autre contrepartie que celle de payer enfin dignement les enseignants, que nous réclamons. Notre rémunération est indigne du travail que nous fournissons. Une anecdote, monsieur le directeur académique : Imaginez la surprise d'une de mes très proches collègues qui est enseignante depuis plus de 15 ans et directrice, tout comme son compagnon. Ils ont découvert en déclarant leurs impôts que la case « revenus modestes » était automatiquement cochée sur leur déclaration. Ça se passe de commentaires !

Le projet des 2s2c vient lui aussi porter un coup à notre métier, car derrière un dispositif qui permettrait soi disant de sortir l'école de la crise du COVID se cache le projet que porte notre ministre depuis le début d'externaliser l'enseignement des matières qu'il considère comme secondaires, pour ne laisser aux enseignants que l'apprentissage des fondamentaux. Ah, la bonne vieille école d'autrefois ! Celle qui guérissait miraculeusement tous les maux de notre société, avec ses leçons de morale, ses blouses et ses maîtres qui passent entre les rangs en faisant anoner le B.A-BA de l'apprentissage de la lecture ! Et c'est nous syndicats, qui sommes traités de passésistes ! Et avec ces 2s2c et cette gestion de crise, nous avons encore franchi un pas supplémentaire dans la territorialisation de notre école, avec tous les dangers que cela comporte d'inégalités accrues.

Pour finir, cette année scolaire aura marqué la fin des CAPD. L'individualisation est ainsi poussée à son comble. Car en plus de mépriser les enseignants, nos dirigeants aiment encore moins les syndicats et le collectif qu'ils représentent. Avec cette loi sur la fonction publique, nous ne pouvons plus être défendus collectivement, nous sommes renvoyés à une individualisation qui nous affaiblit, nous oppose, nous met en compétition contre l'intérêt général. Et nous sommes tous dans le même panier, enseignants, comme inspecteurs.

Alors, si certains rêvent de reconnaissance individuelle, nous, nous rêvons plutôt d'un collectif renforcé qui nous permettrait de peser dans les choix qui sont faits pour notre école.

Mais qui sait, peut-être qu'à force de tirer sur la corde et de nous opposer, ils réussiront à nous rassembler pour réclamer toutes et tous ensemble une société plus juste, dans laquelle la fonction publique regagnera ses lettres de noblesse, car elle est la seule à même de garantir équité sur tout le territoire.